

Résumé : Enregistrer les actions, identifier les lacunes.

Parmi les engagements pris durant le deuxième Forum mondial de l'eau, le Conseil mondial de l'eau s'est engagé à établir un système de suivi des actions qui feront de la "Vision" une réalité. Il a créé le Groupe actions eau pour être le fer de lance de ce travail. Le rapport *Actions pour l'eau dans le monde* met en lumière les fruits de ces efforts. Il présente une vue globale et une analyse de presque 3000 actions dans le monde - des projets (planification, préparation ou mise en oeuvre), des recherches appliquées et des études, et des campagnes de sensibilisation, des réformes politiques, légales, et institutionnelles - qui s'occupent des priorités urgentes identifiées dans la *Vision mondiale de l'eau*. Une base de données est accessible sur le CD-ROM ou sur Internet à http://www.worldwatercouncil.org/search_actions.php. Une des cartes disponibles sur le CD-ROM montre la distribution générale de ces actions.

Par ailleurs, un certain nombre de pays ont suivi l'initiative de l'Égypte, en préparant leur propre rapport sur leurs actions et en le faisant parvenir à titre de contribution au travail du Groupe Actions Eau. De tels rapports ont été élaborés par l'Allemagne, la Chine, l'Égypte, la France, l'Allemagne, l'Indonésie, le Japon, le Mali et la Turquie, et sont disponibles sur le CD joint à ce rapport.

Les actions enregistrées dans la base de données ont démarré après le second Forum ou au moins sont restées actives après le Forum; elles ont un caractère innovant. Elles montrent que, aussi bien pour l'approvisionnement de cités en eau potable que pour les besoins en irrigation en zone rurale, la manière d'arriver à des conditions de vie améliorées et à la sécurité en eau est d'améliorer la gestion des ressources en eau. Des activités qui constituent, pour certains pays, des actions usuelles et de routine, telles que la maintenance des infrastructures ou le suivi de la qualité de l'eau, ne sont en conséquence pas mentionnées dans la base de données. Toutefois, il ne s'agit pas de minimiser l'importance de ces activités qui sont fondamentales pour relever les défis de la sécurité en eau.

Identifier les actions entreprises dans tous les pays par des milliers d'organisations dans les nombreux secteurs qui composent la communauté de l'eau est une tâche difficile. Pour structurer l'information, la Vision mondiale de l'eau et les recommandations qui ont résulté du Second Forum ont servi de référence. Toutefois, alors que l'inventaire était en cours, le canevas a évolué pour prendre en compte les réflexions issues de la Conférence de Bonn sur l'eau douce en 2001 et du Sommet mondial sur le développement durable en 2002.

La première partie du rapport, "Évaluer les défis, Initier le changement", expose les besoins généraux et urgents en matière de gestion :

- reconnaître les valeurs multiples de l'eau
- gérer l'eau de façon plus efficace
- renforcer la coopération internationale
- promouvoir l'égalité des sexes dans les décisions en matière d'eau
- gérer le problème de l'impact de la variabilité et du changement de climat
- financer le développement en matière d'eau

La deuxième partie met l'accent sur les régions-clé, les changements en cours, et examine les besoins spécifiques des secteurs EESAB (eau et assainissement, énergie, santé, agriculture, et biodiversité ; voir encadré 0.1) :

- Assurer un accès durable à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement
- Gérer simultanément l'eau et l'énergie
- Améliorer les résultats en matière de santé par des projets et une gestion de l'eau améliorés
- Augmenter la production agricole tout en protégeant l'approvisionnement en eau pour les hommes et les écosystèmes
- Maintenir de l'eau pour la biodiversité et les écosystèmes

Comment ces priorités sont-elles prises en compte dans les actions actuelles ? Lesquelles reçoivent le plus d'attentions, et lesquelles méritent davantage d'efforts ?

Chaque chapitre de ce rapport tente d'apporter une réponse à ces questions pour une des facettes de la gestion de l'eau. Dans chaque chapitre, la première partie présente la situation actuelle et les enjeux ; les solutions généralement reconnues et acceptées par la communauté de l'eau sont ensuite décrites. La partie suivante donne une image de ce qui se passe sur le terrain au cours des dernières années, avec références à des exemples tirés de la Base de Données (l'identifiant de l'action est cité pour permettre de retrouver l'action mentionnée). Le chapitre se conclut par une analyse des priorités auxquelles nous devons toujours faire face.

Explorer les Actions pour l'eau de 2000 à 2003 et au-delà

Il existe beaucoup de défis en matière de gestion de l'eau. Mais il y a aussi beaucoup de solutions, comme le montre ce rapport et les milliers d'actions internationales pour l'eau. Pour chaque problème concernant l'eau il semble que quelqu'un quelque part ait trouvé une solution ou est en train d'en trouver une. Même si elles ne sont pas nécessairement applicables à tous les environnements socio-économiques et physiques, ces solutions peuvent nous apprendre beaucoup.

Ceci ne veut pas dire que résoudre les problèmes de l'eau à l'échelle mondiale sera facile. Pour parler de façon extrême, les politiciens et les décideurs qui auront à prendre des risques ont deux choix : l'action, et l'inaction. En matière d'eau, les risques résultant de l'inaction augmentent tous les jours. Ainsi, les politiciens qui doivent risquer des réformes, et les décideurs qui doivent engager des ressources, ont peu à craindre. Comme le montre ce rapport, en matière d'eau la voie de la réforme paraît la moins risquée.

Reconnaître toutes les valeurs de l'eau

Le monde aujourd'hui est bien plus conscient de toutes les valeurs qu'offre l'eau à l'humanité, des moyens de subsistance aux valeurs récréatives, esthétiques, religieuses et culturelles. Cette reconnaissance se reflète dans les récentes conférences internationales sur l'eau et le développement (Conférence Internationale de Bonn sur l'eau douce en décembre 2001 et Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg en août 2002). À Johannesburg, les pays ont identifié l'importance du développement durable de cinq secteurs-clé sous l'acronyme EESAB (eau et assainissement, énergie, santé, agriculture, biodiversité).

Ce rapport montre que l'eau est essentielle pour chacun de ces secteurs. En particulier, la sensibilisation aux problématiques des écosystèmes a crû considérablement même si elle n'est pas encore généralisée. Les actions pour l'eau montrent clairement, aussi, que la prise de conscience des nombreuses valeurs de l'eau ne suffit pas toujours à trouver des solutions quand il y a conflit d'intérêts.

Encadré 0.1 Lier l'eau et les secteurs EESAB

Une grande partie des sujets traités et de la structure du rapport provient des cinq secteurs identifiés au Sommet mondial sur le développement durable en 2002 à Johannesburg. Ils sont essentiels pour réduire la pauvreté et obtenir un développement durable : approvisionnement en eau et assainissement, énergie, santé, agriculture, et biodiversité, qui se regroupent dans le EESAB. L'eau est indispensable dans tous ces secteurs et occupe une place centrale pour l'éradication de la pauvreté et le développement socio-économique.

Les principaux défis pour l'eau vis à vis des secteurs du EESAB comprennent :

- *Approvisionnement en eau et assainissement* : le grand nombre de personnes non desservies ou mal desservies en eau et assainissement, les doutes par rapport aux données officielles sur ces services (qui sous-estiment le problème), les problèmes liés à la santé et au mode de vie, et le problème croissant de pollution de l'eau.
- *Énergie* : un grand nombre de personnes non desservies en énergie fiable et abordable, l'impact sur leurs conditions de vie et sur le développement, le potentiel inexploité de l'énergie hydroélectrique dans les pays en voie de développement, les problèmes environnementaux liés aux combustibles fossiles et à l'énergie hydroélectrique, et les liens étroits entre l'énergie et l'eau.
- *Santé* : les maladies et la mortalité fréquemment liées à l'eau, qui affectent surtout les enfants de moins de cinq ans; les impacts nocifs sur le bien-être et les existences, et les liens avec la pauvreté; et la négligence des services de santé publique et des approches préventives vis à vis des maladies liées à l'eau.
- *Agriculture* : le nombre incroyable de personnes qui souffrent de la faim et le défi de nourrir des populations qui augmentent, le rôle central de l'utilisation d'eau, et les pollutions liées aux traitements chimiques agricoles.
- *Biodiversité et écosystèmes* : le manque d'eau et la perte de biodiversité dans les écosystèmes, les impacts de la pollution, le défi d'équilibrer les besoins en eau des écosystèmes et des hommes, et le besoin de préservation et l'utilisation de la biodiversité.

(Pour plus de détails sur chacun de ces thèmes, voir les chapitres 7 à 11 du rapport complet)

Gérer l'eau de manière plus efficace

La crise de l'eau a été appelée une crise de la gouvernance. Dans la plupart des pays, des réformes pour améliorer la gestion dans le secteur de l'eau sont en cours, commençant souvent par des ajustements des cadres légaux, institutionnels, et réglementaires. Le changement le plus visible est une plus grande coordination sur les questions d'eau entre les secteurs. D'autres changements significatifs sont : la plus grande participation des utilisateurs ; un éventail plus large de fournisseurs, du secteur privé aux organisations communautaires, à travers les services publics ; et un intérêt plus grand dans la gestion par bassin versant et la décentralisation.

Cependant, beaucoup reste à faire, en particulier en ce qui concerne l'application des principes de la Gestion intégrée des ressources en eau (encadré 0.2). L'exécution et la mise en oeuvre sont les clés. Alors que presque tout le monde applaudit les principes, les appliquer convenablement nécessite des institutions fortes, un savoir-faire et un engagement suffisants, et des ressources financières adéquates. Parmi les grands défis relatifs à la gestion de l'eau, il y a le développement et l'entretien convenable des infrastructures, l'amélioration de l'efficacité de l'eau et la réduction de la pollution de l'eau. L'impact de l'eau sur l'environnement est énorme, un argument suffisant pour les gouvernements pour qu'une meilleure gestion de l'eau soit une priorité.

Encadré 0.2 La Gestion intégrée des ressources en eau

La Gestion intégrée des ressources en eau consiste à coordonner le développement et la gestion de l'eau, des sols, et des ressources naturelles liées, pour optimiser un développement économique et social équitable tout en protégeant les écosystèmes. La Gestion Intégrée passe par une refonte complète des organisations institutionnelles de gestion de l'eau, fondée sur la nécessité de se baser sur les individus.

Renforcer la coopération internationale

Les actions pour l'eau montrent une tendance vers l'établissement d'accords de coopération pour les bassins transfrontaliers, vers des approches plus multi-sectorielles, et vers une implication plus grande des acteurs non étatiques. La protection des écosystèmes et la gestion du risque sont de nouveaux stimulants en matière de coopération trans-frontalière. Les accords de coopération pour des installations trans-frontalières voient le jour maintenant, grâce au rôle de médiateur joué par les organisations internationales. La tendance est à réduire les risques de conflits et d'améliorer la capacité à trouver des solutions en commun. La coopération décentralisée – c'est-à-dire entre les autorités locales – émerge aussi comme schéma d'avenir pour la gestion des eaux transfrontalières. Mais les actions relatives aux systèmes hydrographiques trans-frontaliers sont encore loin de l'approche intégrée de la gestion des ressources en eau. Et cette gestion intégrée des ressources en eau, qui se concentre sur l'eau même si elle considère les terres et les personnes au niveau d'un bassin, devrait être considérée comme l'un seulement des éléments d'une plus vaste coopération dans des régions qui sont liées par des systèmes hydriques.

Promouvoir l'égalité des sexes dans la prise de décision en matière d'eau

Intégrer les questions de discrimination basée sur le sexe dans les décisions liées à l'eau est important, non seulement en termes d'équité, mais aussi en termes d'efficacité. La réduction de la pauvreté et le développement socio-économique dépendent de la mobilisation de tous les talents, en permettant aux gens de contribuer à l'amélioration de leurs propres vies. La volonté de changement est de plus en plus forte tant dans les pays qu'internationalement, et on voit des exemples de réussites, qui peuvent servir de modèles, pour la représentation des femmes dans les processus de prises de décision. Mais il reste du chemin à parcourir dans la compréhension de ce qu'il faut faire et des méthodes pour y arriver. Des méthodes pratiques, telles que les prévisions budgétaires, et les analyses de programmes et de projets, prenant en compte la différence homme/femme, doivent davantage se développer.

Étudier l'impact de la variabilité et des changements du climat

Une série d'actions sont des réponses aux catastrophes liées à l'eau telles que les crues et sécheresses. Parmi les problèmes importants qui demandent de l'attention, on trouve le renforcement du cadre institutionnel pour la prévision et la gestion des catastrophes, la valorisation des capacités des personnes à y faire face, et la promotion et le partage des connaissances entre tous ceux qui sont concernés par les risques. Les changements nécessaires sont en cours, mais les progrès sont lents par manque de capacités, de ressources financières, et de volonté politique et institutionnelle pour progresser. De plus grandes avancées en gestion des catastrophes sont nécessaires pour parvenir à un monde plus sûr au XXI^e siècle. Le réchauffement de la planète et les changements de climat associés vont encore plus augmenter la fréquence et l'intensité des catastrophes liées à l'eau, en accroissant les problèmes des pays non préparés à de tels événements. Il est urgent d'apprendre comment le changement de climat va affecter les existences et les perspectives d'avenir des personnes, et d'identifier quelles initiatives sont nécessaires au niveau local, régional et international.

Financer les aménagements pour l'eau

Les nouveaux engagements de l'aide internationale dans le secteur de l'eau sont en augmentation, et certains pays encouragent l'investissement privé dans le secteur de l'eau. Des pays et des communautés de par le monde ont trouvé des méthodes pour fixer des tarifs permettant de couvrir les coûts d'opération et de maintenance, incluant la fourniture de quantités minimum garanties d'eau, des timbres d'eau, et diverses formes de subventions. Des initiatives permettent de financer le fonctionnement et la réhabilitation ; certaines lient les financements aux performances, améliorant considérablement l'efficacité des investissements. Des stratégies nationales pour faire correspondre les financements et les coûts doivent cependant être améliorées, et les besoins de financement du secteur de l'eau doivent être mieux compris. Alors qu'une série d'actions pour l'eau incluent des composantes financières, très peu de pays disposent d'un cadre général liant les lois, réglementations, institutions, et les mécanismes de financement. L'absence d'une telle approche intégrée montre que l'eau n'a pas encore la priorité qu'elle mérite dans les agendas des gouvernements.

Assurer un accès durable à l'eau et l'assainissement.

L'eau et l'assainissement sont des besoins fondamentaux dont l'importance est reconnue dans les Objectifs de développement pour le Millénaire. De nombreuses organisations internationales, nationales, et communautaires travaillent pour répondre à ces besoins, par des projets variés : réforme du secteur des services publics ; programmes internationaux sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène ; campagnes de lavage des mains. On considère avec soin les dimensions de la différence homme/ femme dans ces activités. Il y a eu aussi une expansion remarquable de la collecte des eaux de pluie. Le Sommet mondial 2002 sur le développement durable a recommandé de nouveaux types de partenariats pour réduire la pauvreté. Le secteur de l'eau compte beaucoup de ces partenariats au niveau international, régional, national et local, et un nombre considérable d'entre eux sont facilités par le Partenariat mondial pour l'eau (Global Water Partnership). Des réseaux supplémentaires, tels que des groupes communautaires travaillant avec les autorités locales et les opérateurs professionnels, offrent un immense potentiel pour aider à l'accomplissement des objectifs de la *Vision* et devraient être encouragés.

Gérer l'eau et l'énergie au bénéfice de chacun d'eux

Pour parvenir à un développement durable et à réduire la pauvreté, les problèmes d'eau et d'énergie doivent être traités ensemble. La croissance de la population et les changements des schémas de consommation augmentent considérablement la demande en eau et en énergie. Certaines actions concernent la gestion de la demande énergétique et l'amélioration de la prise de décision sur l'eau et l'énergie par des processus d'implication des différentes parties, des initiatives de gestion de la demande, et des processus nationaux. Là où plus d'efforts sont nécessaires, les actions cherchent à améliorer l'utilisation des infrastructures existantes, renverser la tendance à la baisse du nombre d'infrastructures, et concevoir de nouveaux projets d'une façon qui permette l'expression publique des opinions et la sélection des solutions optimales pour la société. D'autres actions se concentrent sur la comparaison des effets des différentes options de production d'énergie, l'évaluation des impacts environnementaux et l'utilisation de technologies plus propres. Les professionnels de l'énergie à tous les niveaux (y compris les gouvernements et les organisations non gouvernementales), doivent penser davantage à l'eau, et les professionnels de l'eau davantage à l'énergie.

Améliorer les impacts sur la santé par de meilleurs projets et une meilleure gestion de l'eau

Un petit nombre d'actions pour l'eau utilisent explicitement la gestion de l'eau comme un outil pour résoudre les questions de santé, mais un plus grand nombre d'actions procurent indirectement des bénéfices pour la santé. Certaines actions procurent un accès à l'approvisionnement en eau pour des utilisations domestiques (boisson, lavage, cuisine) ou pour la production de nourriture, réduisant ainsi les maladies liées à l'eau et la malnutrition. D'autres s'occupent de la pollution et des questions de qualité de l'eau. D'autres bénéfices pour la santé viennent d'un environnement amélioré. Les composantes fondamentales sont la participation, la gestion locale des ressources en eau, une plus grande sensibilisation, et l'éducation pour améliorer les comportements domestiques liés à l'eau. Du fait que, dans les actions pour l'eau, les bénéfices de l'eau sur la santé sont souvent indirects, il faut les souligner dans les discussions politiques sur l'investissement en matière d'eau, et les incorporer à la planification et au processus de prise de décisions.

Augmenter la production agricole tout en protégeant l'approvisionnement en eau pour les hommes et les écosystèmes

Quelques pays, surtout en zones arides, se sont engagés dans une planification et une stratégie à long terme pour un développement agricole durable. D'autres actions incluent la gestion de la demande, une augmentation de la productivité de l'eau pour l'agriculture, et davantage de stockage, de récolte et de réutilisation de l'eau. Les approches moins conventionnelles incluent le développement de cultures plus tolérantes au sel. Une sensibilisation accrue et des systèmes d'information pour la préservation de l'eau et du sol, la protection des ressources en eau, et de meilleures pratiques d'irrigation sont des concepts qui gagnent du terrain à tous les niveaux, de la communauté à l'international. Les approches et les essais participatifs pour réorienter les objectifs des agences traditionnelles vers les attentes des personnes et la fourniture de services, ont fait faire des progrès à la gestion de l'irrigation. De nombreuses actions se concentrent sur les initiatives d'améliorations des compétences, et la recherche et développement. Des solutions ont été mises en oeuvre pour une utilisation durable des écosystèmes, où coexistent la production de nourriture et la préservation de l'environnement.

Maintenir de l'eau pour la biodiversité et les écosystèmes

Beaucoup d'actions ont été entreprises pour protéger, conserver, et restaurer les ressources en eau, et de nombreuses initiatives sont en cours, locales, nationales et internationales, sur la gestion environnementale participative, et sur la réduction de la pollution. On connaît de mieux en mieux les exigences en eau des écosystèmes. De nombreuses actions à travers le monde visent à préserver des zones humides, gérer des zones côtières et des rivières. On a de plus en plus besoin d'études d'impact environnemental pour le développement des infrastructures. Globalement des réformes intéressantes sont en cours, dues à la connaissance croissante et à l'appréciation des atouts et des services potentiels des écosystèmes, et des dangers de la destruction de ceux-ci. Mais il faut faire davantage et établir des exigences minimales pour préserver les écosystèmes, réduire la pollution, concevoir une approche systémique de la gestion de l'eau, et intégrer la gestion des terres, de l'eau et des écosystèmes (y compris la biodiversité). Et des réformes sérieuses sont nécessaires pour répartir l'eau entre les besoins humains et les besoins des écosystèmes.

Accélérer les actions

Résoudre les problèmes de l'eau au niveau mondial ne sera pas rapide ni facile. Mais comme le montrent les actions, cela peut être fait. Résoudre ces problèmes est essentiel à cause de la nature unique de l'eau et de son rôle irremplaçable dans tant d'aspects de la vie humaine. Les problèmes de l'eau - et leurs solutions - sont des défis aux personnes pour travailler ensemble avec des méthodes et des partenariats nouveaux, et pour répondre aux nouvelles opportunités de changement.

Des réformes intéressantes sont en cours dans tous les domaines-clé mais il faut se préoccuper davantage des réformes au niveau local. La charge qui pèse sur les pays en voie de développement est immense. Non seulement ils doivent relever le défi des réformes de l'eau, en même temps qu'ils préservent l'environnement - quelque chose que les pays développés n'ont pas fait. Mais on leur demande aussi de réformer radicalement la gestion des services des eaux et d'accroître l'approvisionnement dans un temps beaucoup plus court que celui qui a été nécessaire aux pays industrialisés. Le cahier des charges est impressionnant. L'analyse des actions pour l'eau suggère que les Objectifs de développement pour le Millénaire ne seront pas atteints en 2015 sans une accélération du rythme des réformes, une augmentation du taux d'investissement, un renforcement des institutions et une amélioration des compétences dans le secteur de l'eau. Les priorités qui émergent de cette analyse, et qui ont été soumises à discussion par les auteurs aux participants du 3^e Forum mondial de l'eau, sont les suivantes :

1. Les gouvernements et les autorités locales doivent reconnaître l'importance de l'eau pour le développement et la réduction de la pauvreté, en intégrant l'eau dans les stratégies et les schémas directeurs pour tous les secteurs EESAB.

Les gouvernements ont une obligation d'approvisionner suffisamment en eau toutes les personnes pour répondre à leurs besoins. De plus, l'eau est essentielle au développement dans de nombreux secteurs économiques et devrait par conséquent recevoir la priorité dans tous les programmes en matière de développement. Ceci nécessite d'intégrer l'eau dans toutes les politiques des autres secteurs, et particulièrement reconnaître la contribution de l'eau à la santé, l'alimentation, l'environnement et l'énergie.

2. Les gouvernements et les autorités locales doivent augmenter leurs investissements pour le développement de l'eau.

Les lois, stratégies, et plans en matière d'eau doivent être traduits en estimations budgétaires et en plan de financement pour l'eau dans tous les secteurs EESAB. De plus gros investissements dans l'extension et l'amélioration des infrastructures de l'eau sont nécessaires pour répondre aux objectifs de Développement du Millénaire. La responsabilité première pour de tels investissements revient aux gouvernements nationaux. Si elle est déléguée à des niveaux locaux, alors les ressources financières doivent l'être aussi.

3. Les institutions financières internationales et les donateurs bilatéraux doivent apporter leur soutien en priorité aux pays qui font face à leurs responsabilités par rapport à l'eau comme énoncé ci-dessus.

En donnant leur soutien financier, les agences internationales et les donateurs multilatéraux et bilatéraux devraient donner la priorité aux pays qui ont établi des stratégies pour intégrer et coordonner les questions d'eau, pour tous les secteurs liés à l'eau, et qui augmentent leurs investissements basés sur une planification raisonnée.

4. Les Gouvernements et les institutions financières doivent adopter des mesures pour attirer les financements pour les infrastructures.

Des mesures pour réduire le risque et améliorer le recouvrement des coûts sont nécessaires pour encourager l'investissement. Les gouvernements et la communauté internationale doivent considérer sérieusement les recommandations les plus prometteuses faites par le groupe d'experts sur le Financement des Infrastructures pour l'Eau et mettre rapidement en application les mesures appropriées.

5. Les institutions internationales doivent approfondir leur compréhension et développer la sensibilisation du public sur les bénéfices de l'eau et d'une meilleure gestion de l'eau.

Les bénéfices de l'eau et d'une bonne gestion de l'eau devraient être quantifiés, de façon à ce qu'ils puissent être pris en compte pour l'établissement des priorités, pour la planification, le développement, la gestion, et les prévisions budgétaires du secteur de l'eau. Les institutions financières internationales, les agences des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, et les institutions de recherche pourraient développer des méthodologies pour une telle analyse.

6. Les prestataires de services doivent améliorer la qualité et l'efficacité des services, leur fonctionnement et l'entretien.

La gestion de l'infrastructure pour l'eau devrait être améliorée, surtout pour l'eau destinée aux personnes et à l'agriculture. Un approvisionnement en eau sûr et continu devrait être assuré par des systèmes efficaces, mis en place et entretenu pour optimiser leur durée de vie et leurs performances.

7. Les Nations Unies, en préparant la déclaration pour la Décennie de l'Éducation pour un développement durable, doivent prendre en compte le rôle important de l'eau dans le développement durable.

Changer l'attitude et le comportement des personnes vis-à-vis des moyens en eau, implique d'améliorer leur prise de conscience et leurs connaissances. Ce principe sous-tend la déclaration du "Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable" de 2002, recommandant à l'Assemblée générale des Nations Unies l'adoption d'une "Décennie de

l'Éducation pour le développement durable" qui commencera en 2005. Des livrets d'information en langue locale devraient être diffusés dans les écoles primaires et secondaires pour promouvoir les valeurs et l'éthique de l'eau, et informer les personnes sur toutes les fonctions vitales de l'eau, sur les causes et les impacts de la pollution et sur les solutions. L'eau devrait avoir la place qu'elle mérite durant la Décennie de l'Éducation.

8. Les Gouvernements doivent se concentrer sur l'amélioration des compétences pour les nouvelles institutions créées par la décentralisation et sur leurs rôles et tâches nouvellement assignés.

Une mise en oeuvre effective nécessite un transfert de responsabilités aux autorités locales et aux groupes d'utilisateurs. Ainsi, on doit se concentrer sur l'amélioration des compétences des agences décentralisées dans leur nouveau contexte institutionnel, afin qu'elles travaillent efficacement avec une approche participative, orientée vers les personnes et services, vis à vis des groupes d'utilisateurs, des communautés, et des ménages. Les agences centrales doivent aussi être transformées, pour qu'elles puissent assumer leurs nouveaux rôles et responsabilités.

9. Les gouvernements, l'industrie, l'agriculture et les personnes, dans leur vie quotidienne, doivent contribuer à éradiquer la pollution existante, et assurer que le développement économique ne conduit pas à une augmentation de la pollution.

Les activités économiques et domestiques devraient être optimisées pour réduire la pollution à la source. Quand les déchets sont inévitables, la manière la plus acceptable de les traiter devrait être retenue compte tenu des questions de santé humaine et d'environnement. Davantage de ressources devraient être investies dans le traitement et l'assainissement des déchets, en donnant la préférence à des solutions à petite échelle et locales. Ceci implique des innovations et des transferts de technologies entre tous les pays. La responsabilité de la pollution devrait être plus clairement définie dans les législations nationales, et plus strictement mise en cause. Le principe du pollueur-payeur devrait être appliqué.

10. Les organisations communautaires, non gouvernementales, les secteurs privés et publics, les administrations locales, et les gouvernements nationaux devraient travailler en partenariat pour la gestion de l'eau - car l'eau est l'affaire de tous.

Une utilisation optimale des options disponibles devrait être faite. Ceci nécessite une réglementation (aussi bien pour les organisations publiques que privées), et une gestion responsable et transparente sous le regard du secteur public. Les partenariats publics/privés offrent une gamme complète d'options - incluant des services fournis par la communauté et les organisations d'utilisateurs - qui peuvent être adaptés aux conditions sociales, économiques, et géographiques. Des systèmes objectifs de contrôle des performances et des références doivent faire partie intégrante de toute opération.

11. Les Institutions Internationales doivent faciliter la coopération dans la gestion conjointe des systèmes hydriques transfrontaliers.

La coopération dans les bassins de rivières et les aquifères souterrains transfrontaliers devrait être améliorée, afin de développer des stratégies partagées au niveau du bassin qui allouent l'eau disponible pour optimiser les bénéfices de tous. L'implication des acteurs non gouvernementaux devrait être encouragée. Une instance internationale indépendante devrait être mise en place pour que les expériences en matière de gestion des eaux trans-frontalières soient échangées, et pour fournir aux pays, à leur demande, des conseils et de la médiation. Au

prochain tour des négociations de l'organisation du commerce mondial, il faut prendre en compte l'impact des ressources en eau disponibles sur la position commerciale des pays.

12. Les responsables de l'eau, en collaboration avec les scientifiques étudiant l'eau et le climat, doivent développer des manières de mieux s'adapter à la variabilité du climat, et réduire les souffrances humaines causées par les crues et les sécheresses.

Par la collaboration entre les responsables de l'eau et les scientifiques étudiant l'eau et le climat, de meilleurs outils pourraient être développés pour faire face et s'adapter aux effets de la variabilité du climat aujourd'hui, et ainsi créer une résistance pouvant atténuer les effets du changement de climat futur. Des mesures structurelles et d'autres types de mesures sont nécessaires. Des modèles devraient être améliorés pour mieux prédire les effets du changement de climat sur la gestion de l'eau aux niveaux régional et du bassin.

13. Les institutions internationales doivent établir un système de surveillance international de l'état des ressources en eau, des activités dans le secteur de l'eau, et des progrès par rapport aux Objectifs de développement de l'ONU pour le Millénaire.

Les actions pour l'eau, surtout celles résultant des engagements pris aux Forums mondiaux de l'eau et au Sommet mondial sur le développement durable, devraient faire l'objet d'un suivi attentif pour encourager toutes les parties prenantes à initier et soutenir de tels efforts. Suivre de près l'état des ressources internationales en eau est essentiel pour s'assurer que les nouvelles pratiques de gestion améliorent effectivement la situation. Un réseau de suivi international et un système d'indicateurs, basés sur le l'Internet, devraient être développés, sous la forme d'un projet coopératif associant les institutions internationales et les organisations indépendantes.

Résultats du 3^e Forum mondial de l'eau

Plus de 24 000 participants, dont environ 1 200 journalistes, ont assisté au 3^e Forum mondial de l'eau, à Kyoto, Shiga et Osaka, en mars 2003, en faisant la réunion la plus large jamais organisée sur l'eau. Ce rassemblement gigantesque a clairement démontré l'intérêt marqué pour les enjeux liés à l'eau dans le monde, et le succès des Forums précédents de l'eau qui cherchaient à souligner que l'eau était un enjeu prioritaire de notre temps. La conférence a reposé sur 3 principes fondateurs : un forum ouvert, un forum créé par ses participants, et un forum pour l'action et l'engagement.

Les participants ont abordé tous les aspects de l'eau, au cours de débats riches et ouverts. Parmi les nombreux sujets, les plus proéminents étaient :

- Le droit à l'eau
- Le financement des infrastructures liées à l'eau
- La participation du secteur privé
- La gouvernance
- Le stockage de l'eau
- La gestion intégrée des ressources en eau
- Les aquifères

- L'eau et les écosystèmes
- L'eau, la variabilité climatique et le changement climatique

Le Forum a permis le lancement de plus de cent nouvelles initiatives en vue d'une gestion améliorée de l'eau, et a constitué une plate-forme fructueuse pour la prise de contacts et l'échange d'informations. Certes, certaines questions n'ont pas reçu l'attention qu'elles auraient méritée, mais le Forum a permis la sensibilisation à tous ces enjeux et a tracé la voie pour les activités à venir. Les progrès accomplis sur cette voie feront l'objet de communications au cours du 4^e Forum mondial de l'eau.